



RAPPORT ANNUEL

2019



S'ORGANISER POUR SE FAIRE ENTENDRE

**ALLIANCE
CITOYENNE**





ÉDITO

“

Quand les témoignages de discriminations se sont multipliés parmi les membres de l'association à Grenoble, la décision a été prise de lancer un syndicat des femmes concernées. Après le syndicat de locataires à l'échelle de la ville en 2018, c'était la deuxième expérience de sortie du modèle des syndicats de quartier sur lequel l'Alliance Citoyenne s'est construit depuis 2015. Si on avait voulu opérer ce changement discrètement, on peut dire que c'est raté. BFM, CNN, BBC ou Al Jazeera ont fait sonner les téléphones des militantes du syndicat ou des salariés de l'Alliance entre mai et juillet après deux innocentes baignades. Les amis d'ACORN se demandaient de l'autre côté de l'Atlantique qu'est-ce qu'on avait fait de si grave pour que les Ministres interrompent leurs activités pour condamner fermement les baigneuses désobéissantes.

Lors de la première assemblée du groupe, les interdictions faites à celles qui portent le voile d'accéder à de nombreuses formations ou des emplois étaient surtout partager. L'accès aux piscines avait été imaginé comme une victoire facile. Mais quand on s'affronte à l'intolérance, il n'y a pas de victoire facile. La liberté est un combat. Il passe par l'organisation, l'action collective et la persévérance. Après Grenoble et Aubervilliers, l'année 2019 est aussi celle qui a vu la création d'une Alliance Citoyenne de Lyon. La liberté est un combat et celui-ci continue et grandit.

”





SOMMAIRE

L'Alliance Citoyenne	05
Les principes de fonctionnement	06
A travers le territoire	07
2019 en chiffres	08
Démocratiser le logement social	09
Transformation de Grenoble-Habitat	
Faire reculer le mal-logement	11
Sauvetage d'une copropriété dégradée (93)	11
Unis face aux marchands de sommeil	13
Citoyenneté collective pour des villes zéro injustice	15
Stop logements passoires	17
Scandale des éco-quartiers en carton	
Droits civiques	18
Bataille pour l'accès aux piscines	19
Lancement d'une Alliance à Lyon	21
Presse	22
Développer les savoir-faire citoyens	23
Des alliances citoyennes en Tunisie et au Cameroun	24
Les Partenaires	25



L'ALLIANCE CITOYENNE

L'Alliance Citoyenne est une association qui regroupe toutes celles et ceux qui veulent changer ensemble des situations anormales et injustes, en allant interpeller les institutions responsables jusqu'à obtenir des avancées concrètes.



Inspirée des méthodes d'organisation des communautés d'habitants (community organizing) et du pouvoir d'agir, l'association rassemble des familles modestes habitant les quartiers populaires d'Aubervilliers, Grenoble et Lyon. Elles s'organisent et construisent des demandes collectives, mènent des enquêtes citoyennes et mettent à l'agenda des institutions leurs problèmes par des actions non-violentes dans l'espace public. L'Alliance Citoyenne favorise la construction d'organisation collective pour contribuer au débat public en mettant en lumière des problèmes jusque-là ignorés par les institutions.

ORGANISER LES COMMUNAUTÉS D'HABITANTS



S'organiser et agir contre le mal-logement

Des familles vivent dans des logements insalubres et se battent pour leurs droits face à leur propriétaire privé ou leur bailleur social. L'organisation en syndicat de locataires permet de faire émerger des paroles et actions collectives à même de faire bouger la situation et faire reculer les injustices du mal-logement.



S'organiser pour les droits civiques

Parce que les injustices et discriminations sont nombreuses, qu'elles privent les femmes musulmanes voilées d'accès à des emplois, au sport etc. Elles se rassemblent, pour revendiquer, pour passer à l'action, et obtenir auprès des institutions les changements qui permettront de rendre la société plus tolérante et d'avoir les mêmes droits que toutes et tous.



Une méthode : Community Organizing

Les méthodes de community organizing visent explicitement à transformer les asymétries de pouvoir en appuyant les habitants dans la stratégie d'organisation collective, la définition des revendications, l'action collective, la capacité de négociation et la mobilisation d'alliés (associations, citoyens militants) locaux, nationaux et internationaux.

Développement de l'association :
lancement de L'Alliance Citoyenne à
Lyon et à Villeurbanne (69).
348 personnes s'engagent avec
l'association sur ce territoire

AVRIL 2019

AVRIL 2019

Interpellation du Ministre du logement, à la copropriété des Joyeux d'Aubervilliers. Elle sera inscrite dans le plan "Initiative copropriétés" (l'État prend en charge 90% des travaux d'urgence)

LES PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT

La gouvernance de l'Alliance Citoyenne repose sur les 4 principes démocratiques suivants :

Transparence - partage de tous les comptes rendus et documents de travail à l'échelon inférieur

Élection - la désignation des représentants de chaque instance se fait par le biais d'une élection pour un mandat d'un an renouvelable.

Interpellation - chaque échelon peut interpeller l'échelon supérieur et y inscrire un point à l'ordre du jour par la voix de ses représentants

Révocabilité - chaque échelon peut révoquer les personnes qu'il a mandatées pour le représenter. Une révocation est possible après un rappel à tenir engagement.



CONSEIL NATIONAL



Chaque conseil interquartier élit en son sein 2 délégués nationaux pour siéger au sein du Conseil national



Le Conseil national rend des comptes aux délégués locaux des conseils interquartiers.

**CONSEIL
INTERQUARTIER
GRENOBLE**

**CONSEIL
INTERQUARTIER
AUBERVILLIERS**

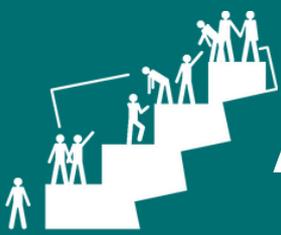
**CONSEIL
INTERQUARTIER
LYON**

VICTOIRE : Obtention de la réorganisation du service de proximité et l'organisation de réunion de pieds d'immeubles entre des responsables de Grenoble Habitat et les locataires

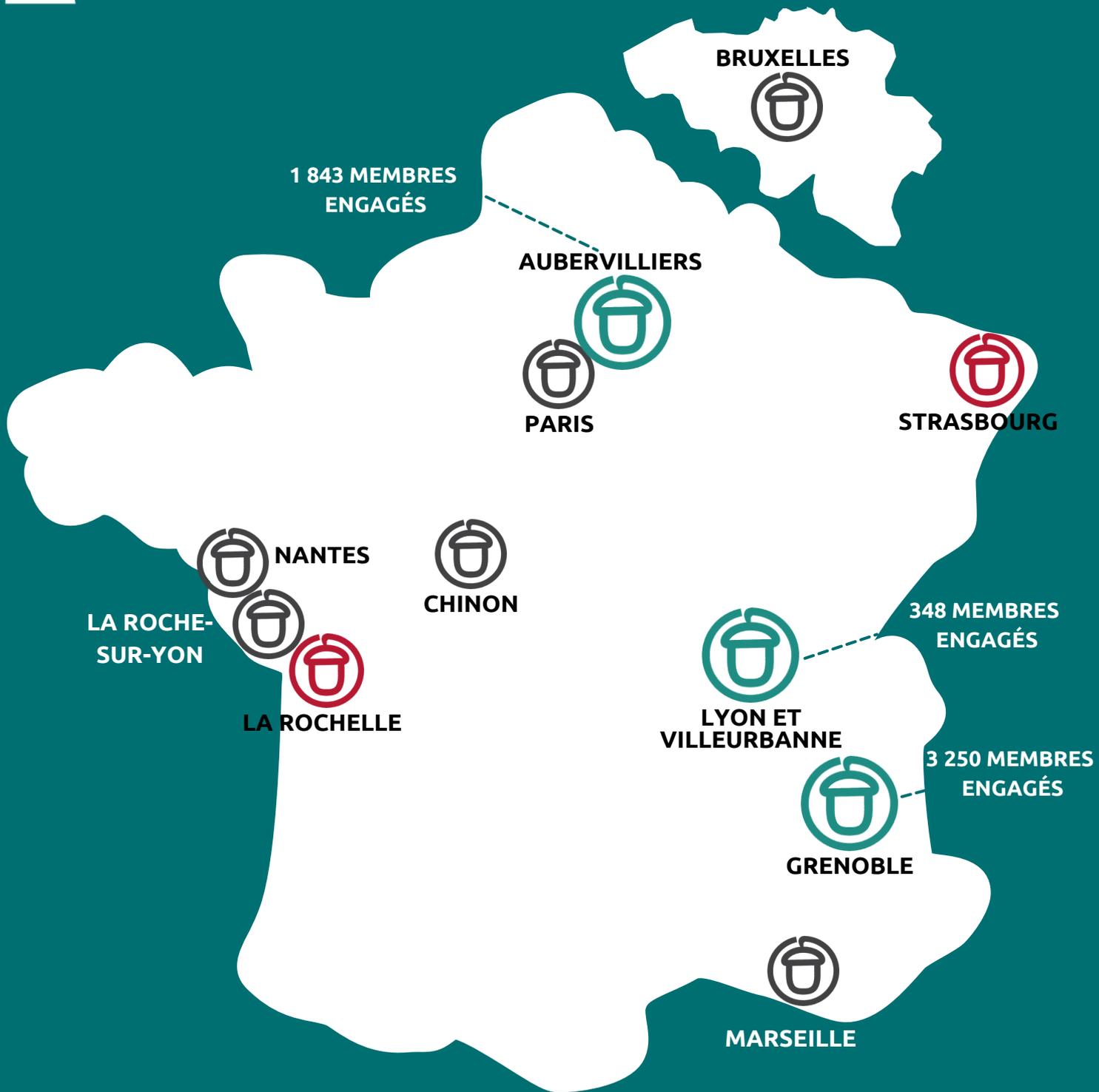
JUILLET 2019

JUIN 2019

Actions de désobéissance civile pour le changement du règlement intérieur des piscines de Grenoble et l'autorisation du maillot de bain couvrant



A TRAVERS LE TERRITOIRE



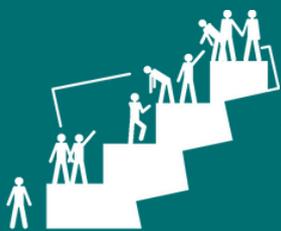
Les villes où l'Alliance Citoyenne est présente



Des citoyens organisés avec l'appui de l'Alliance Citoyenne



Des professionnels et militants formés et accompagnés par l'Alliance Citoyenne



2019 EN CHIFFRES



**1 856 NOUVELLES
PERSONNES ENGAGÉES**



**214 NOUVEAUX
MEMBRES COTISANT**



**3 NOUVEAUX
SYNDICATS**



**+ 1 NOUVELLE
VILLE : LYON**



**1 022 PARTICIPANTS AUX
ACTIONS NON-VIOLENTES**



**4 RAPPORTS
D'ENQUÊTE**



DÉMOCRATISER LE LOGEMENT SOCIAL

TRANSFORMATION DE GRENOBLE-HABITAT

Lancée en avril 2018, l'Alliance citoyenne des Grenoble Habitants compte 355 membres en mars 2020. Depuis deux ans, ils ont décidé de se battre pour un meilleur suivi des réclamations par leur bailleur, Grenoble Habitat, et pour que la direction de ce dernier rende des comptes aux locataires. En juin 2019, ils ont obtenu la réorganisation du service de proximité et l'organisation de réunion de pieds d'immeubles entre des responsables de Grenoble Habitat et les locataires. Une première victoire puisque le bailleur réduit depuis plusieurs années son service de proximité.

Face à la lenteur de Grenoble Habitat à suivre les réclamations et à faire les travaux nécessaires, plus de 350 locataires s'organisent. Principale source de tension : la direction a décidé de faire sous-traiter ses réclamations par un centre téléphonique délocalisé à Marseille, au détriment de sa gestion de proximité pour laquelle le nombre d'agents a été réduit. Résultat : l'information circule mal et le temps d'attente peut aller jusqu'à plusieurs années pour que les demandes soient traitées. Une pétition a été lancée, signée par plus de 500 locataires, pour obtenir un meilleur suivi des réclamations et la création d'un numéro d'urgence par Grenoble Habitat.

Malgré plusieurs victoires significatives, la direction de Grenoble Habitat refuse de nouveau tout dialogue avec l'Alliance citoyenne des Grenoble Habitants, au titre qu'elle ne serait pas élue dans les instances représentatives des locataires, contrairement aux fédérations nationales. En réponse, les locataires se réunissent le 30 avril et décident d'interpeller le bailleur : si son fonctionnement actuel exclut la quasi-totalité des locataires des discussions, il faut le changer.



En mai 2019, une **Assemblée des chaises vides** est organisée, dénonçant le fait que les responsables ne rendent pas de compte aux locataires. Une délégation est reçue par le directeur du patrimoine de Grenoble Habitat, qui s'engage à participer à 10 réunions de pied d'immeuble et à aux assemblées semestrielles. La situation s'est depuis sensiblement améliorée. Les responsables de Grenoble Habitat se sont engagés à remettre une permanence dans le quartier ainsi qu'à programmer des travaux de rénovation des ascenseurs, qui auront lieu en juillet 2020.

Lancement de l'Alliance Citoyenne des Grenoble Habitants, de tous les quartiers de Grenoble, réunis à Teisseire, pour constater la lenteur du bailleur, Grenoble Habitat

AVRIL 2019

AVRIL 2018

Assemblée de 25 locataires qui décident d'interpeller Grenoble Habitat pour lui demander l'organisation d'une assemblée "participative" et rendre des comptes aux locataires

“

Il y a des signes positifs, on est loin de la situation d'avril 2018. Grenoble Habitat envoie des responsables au pied des immeubles, les chargés de secteurs sont plus accessibles, des travaux commencent à être annoncés d'un peu partout. Maintenant on va maintenir la pression pour que la nouvelle codirection de Grenoble Habitat, qui va changer suite aux élections municipales, accepte enfin de rendre des comptes, à nous et à tous les locataires.

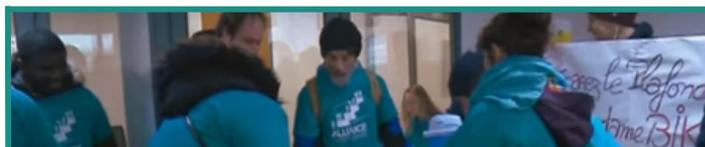
Antoinette D., locataire de GH

”



Les locataires au 35 rue Blanche-Monier interpellent Grenoble Habitat pour éviter l'effondrement de leur immeuble

Depuis mars 2019, ce sont 12 locataires sur 40 logements qui ont fait le choix de s'organiser au sein de l'Alliance Citoyenne. En juin 2019, face à l'inertie de Grenoble Habitat et au refus de recevoir les locataires, les membres de l'Alliance Citoyenne ont réalisé un **"Rapport d'expertise des locataires"** pour interpeller Grenoble Habitat, énonçant l'ensemble des problèmes de l'immeuble : infiltrations d'eau, pannes d'ascenseurs,



ZOOM : Un déjeuner chez le bailleur

Alors que le plafond de la cuisine menace de s'effondrer, qu'elle n'a plus d'électricité dans sa salle de bain, Mme Bika est désormais menacée d'expulsion par Grenoble Habitat, parce qu'elle a décidé de bloquer le paiement de ses loyers pour forcer le bailleur à réagir. Âgée mais pas résignée, Mme Bika organise avec l'Alliance Citoyenne un petit déjeuner, en février 2019 dans le hall de Grenoble Habitat, pour dénoncer la procédure d'expulsion, demander des travaux urgents et exiger qu'on la traite avec dignité. Accompagnée de sa famille, de ses amis et des membres de l'Alliance Citoyenne, elle a pu obtenir son relogement, ainsi que l'effacement des deux mois de loyers qu'elle avait décidé de ne pas payer pour faire réagir le bailleur.

tôles de la toiture tombées, piliers extérieurs fragilisés, malfaçons sur les balcons, pannes de chauffage et coupures d'eau chaude etc. alors même que l'immeuble a à peine 7 ans. En s'appuyant sur leur propre expertise, ce qu'ils vivent au quotidien, les locataires ont écrit ce rapport.

Suite à ce rapport et après plusieurs rassemblements, une réunion entre 25 locataires et 5 responsables de Grenoble Habitat a enfin été obtenue permettant plusieurs avancées notamment sur l'accélération des diagnostics sur les fuites d'eau.

Devant les locaux de Grenoble Habitat, une 20aine de locataires organise une **Assemblée des chaises vides**, pour dénoncer le fait que les responsables ne rendent pas de compte aux locataires

JUIN 2019

MAI 2019

VICTOIRE : Obtention de la réorganisation du service de proximité et l'organisation de réunion de pieds d'immeubles entre des responsables de Grenoble Habitat et les locataires



FAIRE RECULER LE MAL-LOGEMENT

L'Alliance Citoyenne d'Aubervilliers organise depuis 2018 les habitants de la copropriété des "Joyeux". Ce travail, initié dans le cadre du projet "Alternativement en copropriété", financé par la Fondation Abbé Pierre et la Fondation de France, a permis en juin de cette même année de mobiliser les habitants contre la démolition de leurs 80 logements dans le cadre d'un plan ANRU en cours de préparation sur leur quartier.

Le 9 avril 2019, le Ministre du logement, Julien Denormandie, s'est déplacé sur la copropriété des "Joyeux" à l'invitation de la Maire d'Aubervilliers. Interpellé par les membres du comité de la copropriété, il annonce que celle-ci sera inscrite dans le plan "Initiative copropriétés" permettant ainsi à l'Etat de prendre en charge 90% des travaux d'urgence.

Cette annonce sonne comme une deuxième victoire moins d'un an après avoir sauvé leurs logements de la démolition.



Afin de ne pas laisser la pression politique retomber, les copropriétaires ont interpellé aussi le député de la circonscription, Bastien Lachaud. Invité à venir visiter le bâtiment et rencontrer les habitants, il s'est engagé à relayer les demandes auprès de l'administrateur judiciaire mais aussi à rappeler au Ministre ses engagements du mois d'avril.

En parallèle, Plaine commune a enfin engagé une démarche de consultation avec les copropriétaires en mandant l'association l'Échappée des Copropriétés pour mener un travail de concertation des habitants et produire un rapport listant les demandes des copropriétaires dans le cadre du plan de sauvegarde. Partenaire de l'Échappée des Copropriétés depuis 2018, l'Alliance Citoyenne a accompagné cette dynamique en mobilisant les habitants et le conseil syndical officieux dans les différents cadres proposés par Plaine Commune. Quatre réunions avec le conseil syndical officieux et une assemblée rassemblant 30 personnes ont permis la production par l'Échappée des Copropriétés d'un document de synthèse complet en capacité d'alimenter les professionnelles de Plaine Commune dans l'écriture du plan de sauvegarde.

VICTOIRE : Suite au dépôt par 25 habitants de 57 questionnaires, déclarant leur opposition à la démolition. La Mairie est contrainte de renoncer à la démolition

AVRIL 2019

JUIN 2018

Interpellation du Ministre du logement, à la copropriété des Joyeux d'Aubervilliers. Elle sera inscrite dans le plan "Initiative copropriétés" (l'État prend en charge 90% des travaux d'urgence)

“

On veut leur faire comprendre que l'on maintiendra la mobilisation jusqu'à ce que les travaux soient finis, même si cela doit prendre 10 ans. On a tous fait beaucoup de sacrifices pour acheter ces logements, on refuse d'être abandonné.

Michel L., membre de l'Alliance Citoyenne

”



Face à la brutalité de l'administrateur judiciaire, les habitants répondent par la solidarité et la définition de demande collective

Les organisateurs de l'Alliance Citoyenne et les membres du conseil syndical officieux ont procédé à des portes à portes dans la copropriété, à raison d'une fois par mois, afin d'expliquer aux habitants, les courriers envoyés par l'administrateur judiciaire. Ce dernier exigeant le versement de 4500 € d'ici le mois de juin 2019 afin de financer une première série de travaux.

Propositions du comité soumises à l'administrateur judiciaire

- 1) Reconnaissance du comité comme conseil syndical officieux par l'administrateur judiciaire
- 2) Publication des informations générales en français, anglais, mandarin et bengali
- 3) Distinction sur les appels de fonds des charges courantes et des charges de travaux
- 4) Mise en place de supports d'information sur la situation de la copropriété

Beaucoup d'habitants ont été pris au dépourvu face à ce calendrier contraint. Les membres du conseil syndical, accompagnés par l'Alliance Citoyenne, ont pris des rendez-vous individuels avec les habitants les plus en difficulté de la copropriété afin que chacun puisse comprendre et appréhender au mieux les injonctions de l'administrateur judiciaire et être accompagnés dans leur démarche. Le comité a travaillé sur des propositions d'évolution de la relation entre l'administrateur judiciaire et les copropriétaires. Une proposition de rencontre a été formulée pour négocier avec l'administrateur provisoire une évolution de sa gestion de la copropriété et de ses relations avec les habitants.

Organisation d'un temps de mobilisation festive des habitants avec l'Alliance Citoyenne pour démontrer leur engagement et leur impatience de voir les travaux débiter

NOVEMBRE 2019

DÉCEMBRE 2019

Mise en place d'un comité qui a pour objectif de travailler sur des propositions d'évolution de la relation entre l'administrateur judiciaire et les copropriétaires



FAIRE RECULER LE MAL-LOGEMENT

UNIS FACE AUX MARCHANDS DE SOMMEIL

Entre mai et novembre 2019, l'Alliance Citoyenne Aubervilliers est allée frapper à la rencontre des habitants de l'habitat privé insalubre, sur 6 quartiers de la ville : le Landy, la Frette / Vallès, la Villette, Paul Bert, Le Fort et le centre-ville d'Aubervilliers. Ils ont multiplié les rencontres et ont pu constater la très grande variété de situations de mal-logement sur la ville. Ce sont 187 personnes rencontrées, avec la volonté d'agir avec l'Alliance Citoyenne.

Ce travail a permis l'élaboration d'une cartographie du mal-logement sur Aubervilliers.

Les locataires de madame Busconi, victimes de la propriétaire, obtiennent des premiers travaux

Les locataires du 81 et 233 avenue Jean Jaurès, (localisations qui réunissent près de 40 logements, pour la plupart impropres à l'habitation), sont victimes d'une propriétaire : Mme Busconi. Mal isolés, les murs des appartements sont infestés de moisissures, mal entretenus, ces mêmes murs se fissurent. Quelques mois plus tôt, les locataires ont vécu un incendie et les travaux de réparation de leurs immeubles n'avaient toujours pas été faits. S'ajoute à cela des problèmes de peinture au plomb dans certains appartements entraînant du saturnisme chez des enfants. Avant notre rencontre, des locataires avaient déjà tenté d'obtenir une rencontre collective avec la propriétaire : sans succès. L'Alliance Citoyenne a récolté les coordonnées de 32 locataires et organisé un 1er comité en mai. 18 locataires sont venus s'organiser face à leur propriétaire. Il a été décidé d'envoyer une pétition collective avec un courrier de l'Alliance Citoyenne.

Moins d'un mois après l'envoi du courrier, la propriétaire accepte de rencontrer une délégation de locataires avec l'Alliance Citoyenne. Elle s'engage sur des premiers travaux d'urgence, bien qu'elle reste évasive sur les travaux de plus grandes ampleurs. En novembre, les locataires obtiennent enfin la réparation de leurs cages d'escalier endommagé par l'incendie ainsi que la réparation des portes d'entrée. Ils poursuivent désormais leurs mobilisations pour obtenir des travaux d'isolation de l'immeuble, plus lourd financièrement.

“

Avec le logo d'une organisation, elle va enfin nous prendre au sérieux et arrêter de nous mépriser.

Koné L.

”

Lancement d'une enquête sur le mal-logement dans l'habitat privé sur 6 quartiers d'Aubervilliers (le Landy, la Frette/Vallès, la Villette, Paul Bert, Le Fort et le centre-ville)

NOVEMBRE 2019

MAI 2019

Réalisation d'une cartographie du mal-logement dans l'habitat privé à Aubervilliers (187 habitants rencontrés qui souhaitent se mobiliser avec l'Alliance Citoyenne)



Les locataires et copropriétaires de la rue du Tournant s'organisent pour isoler leur bâtiment

Copropriété d'une quarantaine d'habitants qui concentre les difficultés avec des personnes fragiles victimes de marchands de sommeil, des propriétaires en difficultés financières, une assemblée générale de copropriété dysfonctionnelle... Les locataires et propriétaires, se sont réunis pour un premier comité autour de l'Alliance Citoyenne en décembre dans les locaux de l'association. Les onze habitants présents ont décidé de prioriser la problématique du manque d'isolation de leurs logements. Ils se sont donnés pour objectif de contacter l'ensemble des propriétaires, pour que des décisions soient prises à la prochaine assemblée générale en faveur de travaux, notamment d'isolation.

Les copropriétaires de la rue de la Motte retrouvent un peu d'espoir

Copropriété sous arrêté d'insalubrité depuis 2017, seuls deux habitants, propriétaires occupants, y logent encore. Les locataires ont été relogés par le service hygiène et sécurité de la Mairie d'Aubervilliers mais les propriétaires sont abandonnés à leur sort, dans un bâtiment très dégradé, avec des dettes importantes et sans la possibilité de partir faute de moyens.

Prenant le parti pris d'organiser les propriétaires occupants, tout en envisageant les propriétaires non occupants (majoritaires) comme des possibles alliés, l'Alliance Citoyenne a organisé des réunions réunissant entre 5 et 8 propriétaires (sur 12) pour faire valoir les intérêts des occupants, différents de ceux des non-occupants. Alors que ces derniers ne souhaitent plus investir pour rénover, ni vendre moins cher que ce qu'ils ont acheté, les propriétaires occupant souhaitent que l'une des 2 options aboutissent afin de pouvoir refaire leur vie. Après l'organisation d'une réunion de négociation avec l'Alliance Citoyenne en février 2020, les propriétaires se sont accordés sur l'impossibilité de faire des travaux et sur un prix de vente acceptable pour tout le monde bien qu'en dessous des attentes de certains.

VICTOIRE pour les locataires de Mme Busconi : ils obtiennent enfin la réparation de leur cage d'escalier, endommagée par l'incendie ainsi que la réparation des portes d'entrée.

DÉCEMBRE 2019

NOVEMBRE 2019

Lors d'un premier comité, les locataires et copropriétaires de la rue du Tournant décident de prioriser la problématique du manque d'isolation de leur logement



CITOYENNETÉ COLLECTIVE POUR DES VILLES ZÉRO INJUSTICE

Lancée en 2017, l'Alliance Citoyenne des habitants de Hoche compte 228 membres. En 2019, ils décident de se battre pour le retour de la tranquillité sur le quartier de Hoche, un quartier du centre-ville grenoblois.

La question de la tranquillité dans le quartier de Hoche s'est beaucoup dégradée sur les cinq dernières années, questionnant sur l'inégalité de traitement entre les moyens mis à disposition pour le quartier face aux autres quartiers du centre-ville, où vivent des propriétaires. En effet, les habitants se sentent délaissés par le bailleur social Actis et la ville et démunis face à cette injustice : pourquoi rien n'était fait pour assurer cette tranquillité et permettre d'aller et venir et se sentir bien chez soi ?

Une trentaine de locataires se sont alors réunis, en mars 2019, lors d'une assemblée de l'Alliance Citoyenne. Lors de cette assemblée, les membres ont décidé de se mobiliser afin d'obtenir plus de transparence par rapport aux actions menées par la Mairie et le bailleur social afin de garantir la tranquillité publique. En effet, des médiateurs ont bien été mobilisés en 2018 mais ont très vite été retirés de Hoche, sans aucune explication.

Danielle, Vesna, Béatrice, Yannick ont alors fait circuler une pétition dans le quartier qui a recueilli une centaine de signatures. Les membres ont décidé que le retour de médiateurs était une solution adaptée pour permettre d'apaiser les tensions grandissantes du quartier.

Des négociations ont alors été entamées avec les responsables ayant le pouvoir de débloquer les financements nécessaires. En effet, une délégation a été reçue à plusieurs reprises (en mai, juin et novembre 2019) par la direction du bailleur ainsi que le chef du service prévention de la délinquance de la mairie de Grenoble. En janvier 2020, une assemblée participative et un rendez-vous avec la mairie sont prévus pour réfléchir ensemble au cahier des charges à mettre en œuvre pour permettre l'efficacité de ce dispositif.

Ce temps a aussi été l'occasion d'aborder le manque de dispositifs pour les jeunes sur le quartier. La mairie a annoncé la mise en place d'un espace jeunesse dans les mois à venir.

“

Le dossier avance, c'est notre travail de mettre la pression sur les décideurs afin que la parole des habitants du quartier, premiers concernés par la situation, puissent réellement prendre part aux décisions des pouvoirs publics

Tayeb B., habitant de Hoche

”

Une assemblée de 30 habitants de Hoche décide de lancer une campagne pour le retour de la tranquillité dans leur quartier (pétitions, rdv avec le bailleur, les élus au Maire etc.)

JANVIER 2020

MARS 2019

VICTOIRE : Rencontre avec le cabinet du maire et la direction d'Actis. Déblocage d'un budget de 700 000 € par an sur 3 ans pour le retour de médiateurs dans le quartier

A Malherbe, les locataires s'organisent contre des prélèvements illégaux

Depuis avril 2019, à Malherbe les locataires se mobilisent pour être dédommagés de la location de caves qu'ils ont dû payer pendant plusieurs années sans y avoir accès. Suite à une première réunion de locataires, ils ont décidé de faire circuler une pétition dans le quartier demandant la réouverture des caves et un dédommagement pour les préjudices subis. Cette dernière a récolté 96 signatures et a permis d'obtenir, en mai 2019, un rdv avec le directeur du patrimoine de Grenoble Habitat. Son retour a été sans détour, les caves ont été réouvertes mais l'argent des locataires a été investi pour la réhabilitation et ne sera pas remboursé. Face à cette injustice et le mépris du bailleur, L'Alliance Citoyenne organise, en juin, une action de "Vernissage des caves de Malherbe" dans les locaux de Grenoble Habitat où une délégation est reçue par le directeur général de Grenoble Habitat. *"Ils refusent toujours de nous indemniser. En plus, les caves sont toujours bourrées de malfaçons, sales et inaccessibles pour nos vélos..."*

A part la promesse de prendre attache avec la mairie pour construire un local à vélo, la direction de Grenoble Habitat refuse encore à ce jour de dédommager les locataires, bien que plusieurs avocats aient confirmé l'illégalité de ces prélèvements.

La répression subie par L'Alliance Citoyenne

En juillet 2019, Fatiha Belhachemi, membre de L'Alliance citoyenne et élue aux élections de locataires pour siéger au Conseil d'Administration de Grenoble Habitat avec 37 % des voix, a été exclue de sa fonction par la présidente de Grenoble Habitat, qui décide d'arrêter de lui envoyer les convocations au CA. La Mairie de Grenoble, propriétaire à 51 % du bailleur et qui affirme vouloir créer plus d'espaces de démocratie dans la ville, a été interpellée à ce sujet. Malgré tout, la Mairie a décidé de couvrir la direction de Grenoble Habitat. Face à cela, L'Alliance Citoyenne a décidé d'organiser symboliquement les funérailles de la démocratie le 14 octobre 2019 à l'Hôtel de ville de Grenoble.



Mobilisation des locataires de Malherbe pour être dédommagés concernant la location de caves qu'ils ont dû payer pendant plusieurs années sans y avoir accès

AVRIL 2019

OCTOBRE 2019

L'Alliance Citoyenne et 40 locataires se retrouvent dans le hall de l'Hôtel de ville pour organiser symboliquement les funérailles de la démocratie à Grenoble



STOP LOGEMENTS PASSOIRES

SCANDALE DES ÉCO-QUARTIERS EN CARTON

*Comment expliquer qu'un plafond s'effondre, que les ascenseurs tombent en panne régulièrement bloquant Stéphanie et Latifa chez elles dans un immeuble de 2016 dans le quartier de l'Île Verte ?
Que des infiltrations d'air et d'eau fassent baisser la température à 11°C dans la chambre des enfants de Jaouida, alors qu'elle vit dans un immeuble de 2018 du nouvel éco-quartier Flaubert ?
Que de l'eau s'infiltré depuis plusieurs mois par le plafond de Mme Messaouda, dame âgée de 83 ans vivant avec sa mère de 103 ans dans un logement neuf Actis ?*

Suite à plusieurs situations d'injustices rencontrées dans différents quartiers de Grenoble, et après avoir rencontré une centaine de locataires : l'Alliance Citoyenne a décidé de se mobiliser sur la question des malfaçons dans les bâtiments neufs de la ville, fiertés de la Mairie et des bailleurs. Plusieurs batailles ont alors été entamées à l'Île Verte, Flaubert, Abbaye, Europôle ou encore dans le quartier de Bonne.



Des éco-quartiers en carton ? Les injustices sont nombreuses et questionnent sur la durabilité de ces constructions pourtant étiquetées écologiques.

L'Alliance Citoyenne a mené l'enquête auprès de tous les acteurs de la chaîne de construction afin d'identifier quelle est la cause de ces défauts et qui est le responsable.

Indemnités des locataires ? Demande de mise en place d'un service public de contrôle qualité "Territoire zéro malfaçons" par la Métropole ? Plusieurs pistes de demandes seront négociées avec les responsables dans les mois à venir.

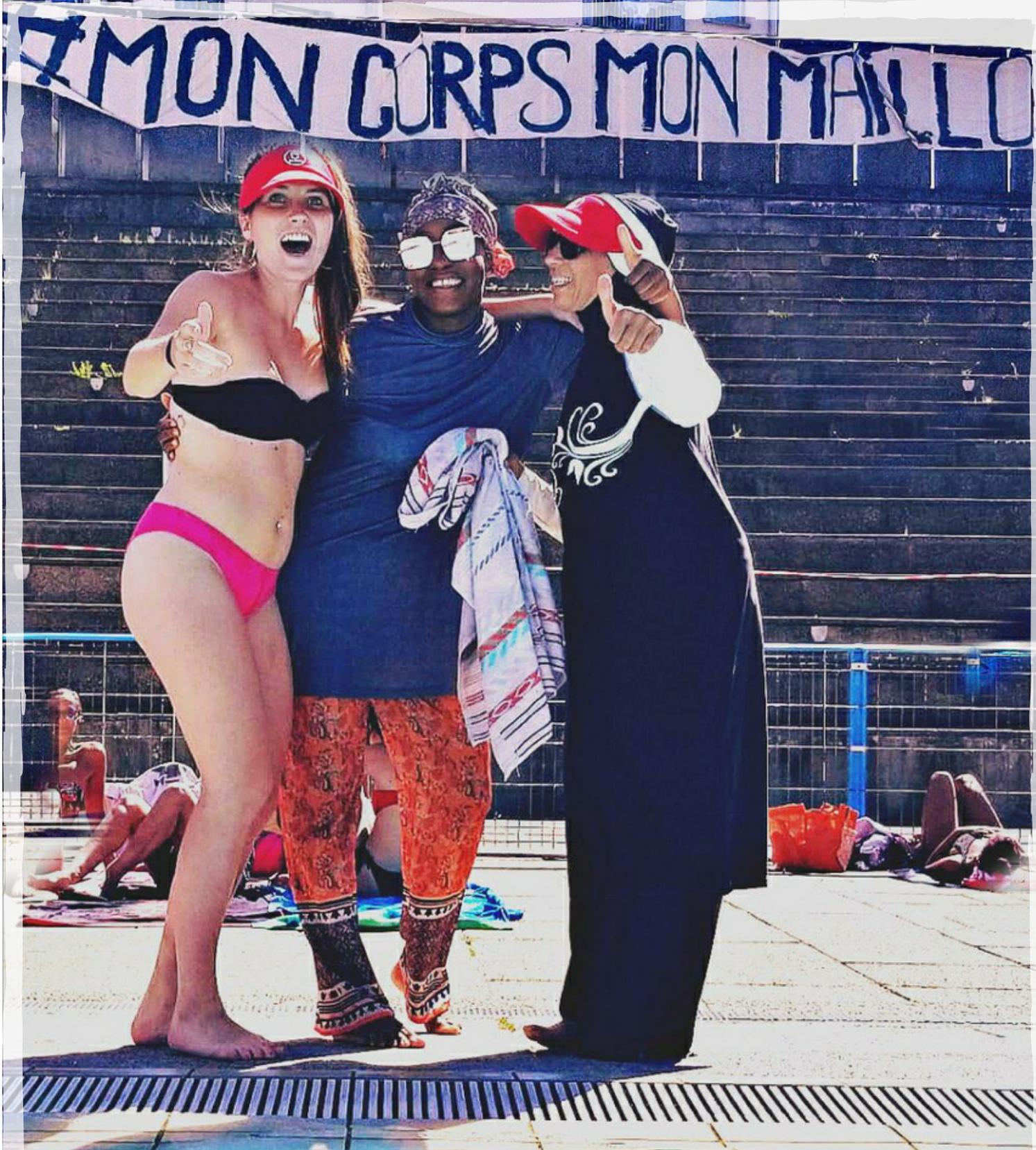
Suite à un appel d'une des locataires, Mina, locataire de l'éco-quartier Flaubert, construit en 2018, les 22 locataires de l'immeuble se sont engagés avec l'Alliance Citoyenne et ont construit un rapport d'enquête recensant tous les dysfonctionnements du bâtiment. Il a été remis avec une pétition à Actis, le bailleur propriétaire, qui a alors lancé les travaux pour que les locataires puissent avoir des logements dignes.

Constitution d'un dossier d'expertise locataire d'un immeuble Grenoble Habitat construit en 2017 de la rue Blanche-Monier

JANVIER 2020

JUILLET 2019

Lancement d'une enquête sur les malfaçons dans les logements neufs, avec un focus dans les quartiers Flaubert et Europôle



CAMPAGNE

**DROITS CIVIQUES
POUR LES FEMMES
MUSULMANES**





DROITS CIVIQUES POUR LES FEMMES MUSULMANES

A l'été 2018 à Grenoble, 315 femmes ont demandé via une pétition la possibilité d'accéder aux piscines municipales avec un maillot de bain à manches longues. Lassées d'être l'objet de polémiques, les femmes concernées ont décidé de mener des actions non-violentes pour faire reculer les situations d'exclusions dont elles sont victimes. Elles ont initié une campagne qui s'est étendue à plusieurs villes.



La campagne Droits civiques des femmes musulmanes comprend plusieurs volets : l'accès aux piscines avec un maillot de bain couvrant, l'accès aux salles de sport avec un foulard adapté, l'accès à l'emploi et la lutte contre les discriminations sur les campus.



**980 femmes
engagées**

Le port du voile est un motif légal d'exclusion en France (accès aux écoles et emplois au sein de l'administration publique ou de certaines entreprises privées). Des interdictions réglementaires empêchent d'accéder à des équipements publics (tels que les piscines), à des emplois privés ou des salles de sports.



**Lyon,
Grenoble,
Strasbourg,
Paris**

Les femmes engagées veulent faire connaître et reconnaître le caractère injuste de ces exclusions qui relèvent de l'intolérance religieuse. Elles ont pris la parole via une première tribune dans le journal Libération puis une seconde dans Médiapart, dans un podcast de France Culture, par l'organisation d'une course pour la liberté et enfin par l'organisation de Rassemblement contre l'islamophobie. Force est de constater que nous sommes nombreuses à nous mobiliser et à avoir vécu des discriminations.

Création du syndicat des femmes
voilées et libres et lancement de la
campagne droits civiques des
femmes musulmanes

MARS 2019

JUILLET 2018

Action de sensibilisation à l'existence de
l'islamophobie via l'écriture d'une tribune
publiée dans le journal Libération et
l'organisation d'une course pour la liberté



DROITS CIVIQUES

BATAILLE POUR L'ACCÈS AUX PISCINES

Des femmes majoritairement musulmanes portant le voile, des mamans, des étudiantes, des travailleuses s'organisent pour faire changer le règlement intérieur des piscines pour pouvoir se baigner en maillot de bain couvrant. Plusieurs raisons les poussent à s'investir dans cette lutte : pouvoir accompagner leurs enfants, permettre aux plus fragiles de faire des séances de rééducation à la piscine, avoir l'égalité d'accès aux services publics, faire des cours de natation etc.

Sous couvert d'hygiène et de sécurité les piscines municipales interdisent le maillot de bain couvrant. Après avoir mené des testing dans plusieurs piscines et réalisé une enquête pour comprendre, il se trouve que les arguments interdisant le maillot couvrant comme fallacieux.

En septembre 2018, la mairie de Grenoble reçoit le syndicat des femmes musulmanes, suite à l'envoi d'une pétition demandant le changement du règlement intérieur (RI), signée par 620 personnes. La Mairie indique qu'ils doivent travailler en interne, avec les services techniques, pour imaginer collectivement l'évolution de ce règlement. Une promesse a retenu l'attention : une prochaine rencontre avec les maîtres nageurs et élus afin d'avancer sur le sujet.

Mais après 7 mois de silence, de manque de considération et le sentiment d'être méprisées, elles ont décidé de passer à l'action et de braver cette règle pour prouver son absurdité et pousser la ville à les recevoir et les prendre au sérieux.



Les retours des élus de la ville (à la lutte contre les discriminations et l'élu aux sports) et d'Eric Piolle, maire de Grenoble, n'ont pas répondu aux attentes, expliquant qu'à quelques mois des élections le sujet était « trop sensible ». Pour le moment la municipalité grenobloise s'est engagée à mettre en place un comité consultatif autour de la laïcité afin de créer une culture commune à Grenoble autour de ces sujets.

Néanmoins ces actions ont eu des retombées positives. En effet, de multiples soutiens ont émergé : les jeunes de la France Insoumise, jeunes du Parti Communiste, le Nouveau Parti Anticapitaliste, le Village 2 santé, le Planning Familial 38, Lallab, Nta Rajel et beaucoup d'autres encore. Ces soutiens donnent espoir : le monde féministe est prêt, les jeunes des partis politiques aussi... Les piscines pour tous.tes c'est pour bientôt, en attendant on lâche rien, on s'informe, grandit et bientôt on gagnera !

Actions de désobéissance civile pour le changement du règlement intérieur des piscines de Grenoble et l'autorisation du maillot de bain couvrant

NOVEMBRE 2019

JUIN 2019

Organisation d'un rassemblement contre l'islamophobie, par l'Alliance Citoyenne, le CRI (Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie), Pas Sans Nous et Nous Citoyenne



DROITS CIVIQUES

LANCEMENT D'UNE ALLIANCE À LYON

A partir d'avril 2019, l'Alliance Citoyenne est initiée dans l'agglomération lyonnaise avec la construction d'un groupe local du syndicat des femmes musulmanes et la campagne pour l'accès aux piscines initiée à Grenoble. A la fin de sa première année d'existence, elle compte 215 membres, une première action marquante et une nouvelle cible : la salle de sport Interval qui interdit l'accès aux femmes portant le voile.

Sur Facebook, Linda a contacté l'Alliance Citoyenne après la première baignade grenobloise. « Et si on faisait la même chose à Lyon et Villeurbanne ? ». Laura venait de commencer un stage comme apprentie organisatrice et s'est vue confier la mission d'aider Linda et Sana à recruter un groupe plus large de femmes.



A Lyon, existe déjà Uniti, un syndicat de travailleurs isolés lancé l'année précédente par des personnes formées avec l'Alliance Citoyenne. Après la première assemblée le 20 juin, une lettre est écrite au maire de Villeurbanne pour lui demander de « changer le règlement qui exclut sans justification une partie des habitantes de la ville ». Le Maire ne répondra pas.

Début août, après une nouvelle assemblée, les membres de l'Alliance Citoyenne du Grand Lyon, nouvellement créée se donnent rendez-vous à la piscine principale de Villeurbanne. Elles n'ont pas prévenu les journalistes pour éviter un buzz difficile à maîtriser comme à Grenoble et passent à l'action à leur tour avec une baignade désobéissante.

Cette action n'est que la première d'une longue liste. Elles agiront ensemble tant qu'un seul règlement injuste privera une femme d'emploi, de sport ou de formation à cause de ses convictions religieuses.

Lancement de l'Alliance Citoyenne dans l'agglomération lyonnaise avec la construction d'un groupe local du syndicat des femmes musulmanes

JUIN 2019

AVRIL 2019

Organisation de la première assemblée du syndicat des femmes musulmanes à Lyon

Muslim women defy ban to swim in burkinis at French pool

© 24 June 2019



"Operation burkini" was launched by a group of Muslim and non-Muslim women in Grenoble



Katayoun Khosrowyar, entraîneur de l'équipe de football féminine des -19 ans de l'Iran. Photo d'illustration. Crédit : BEHROUZ MEHRI/AFP/Getty Images.

ACTUALITÉS
Grenoble : des femmes organisent une course en hijab et manifestent pour « la liberté de porter le voile »

Un rassemblement contre l'islamophobie à Grenoble

Dimanche 27 octobre 2019 à 17:13 - Par Éliisa Montagnat, France Bleu Isère

Ce samedi, quelques centaines de personnes se sont réunies suite à l'agression d'une femme voilée...

Des femmes en burkini manifestent dans une piscine de Grenoble

Elles ont justifié cet « acte de désobéissance civile » comme une protestation contre les règlements des piscines, qu'elles jugent discriminatoires.

Publié le 24 juin 2019 à 19h02 - Mis à jour le 24 juin 2019 à 20h27

Hijab de running : « Nous demandons à Decathlon de ne pas céder aux intimidations »

publié le 1er mars 2019 à 17h22

Après le retrait du foulard sportif par l'enseigne, des femmes musulmanes qui portent le voile racontent leur quotidien.

L'integrazione in piscina: quel bagno con per la libertà delle donne

24 Giugno 2019 - 11:37

L'iniziativa in un impianto di Grenoble, in Francia, dove alcune ragazze hanno sfidato il divieto...

VIDEO. A Grenoble, elles ont couru en hijab pour la "liberté des femmes voilées"

Dimanche, plusieurs dizaines de femmes ont couru dans les rues de Grenoble pour dénoncer les "humiliations" dont sont victimes les femmes voilées. Piscine, administrations, université : les manifestantes ont passé devant tous les lieux où elles s'estiment discriminées.



Burkini à la piscine : Alliance citoyenne saisit le défenseur des droits

Par Le Dauphiné Libéré - 02 août 2019 à 16:00 | mis à jour le 25 mars 2021 à 12:36



DÉVELOPPER LES SAVOIR-FAIRE CITOYENS

Comment apprend-on à agir sur les injustices sociales qui nous touchent ? Comment corriger les dysfonctionnements institutionnels quand les personnes les plus vulnérables qui les subissent sont aussi celles qui sont le plus exclues du jeu politique ?

Statistiquement, elles votent moins, et leurs voix se font moins entendre et pèsent moins dans les arènes où sont décidées les règles. Existement-ils des savoirs et savoir-faire citoyens, des dispositions à agir qui peuvent s'acquérir pour mieux faire entendre sa voix ?

Début 2019, s'est noué un partenariat entre l'Alliance Citoyenne et le département formation pour adultes de l'Université de Genève (UniGe) pour le projet « *Développer et mesurer l'empowerment* » conduit avec le soutien de la Fondation de France. Les chercheurs Simon Flandin et Juana Sarmiento de l'UniGe propose un nouveau système d'évaluation basé sur des « situations à maîtriser » plutôt que des compétences à acquérir : Séance de porte-à-porte auprès de ses voisins, circulation de pétitions, animation d'un débat etc.

Autant de situation typiques dans lesquelles les citoyens et citoyennes actives se retrouvent quand elles veulent obtenir des rénovations de leur logement ou le changement d'un règlement pour avoir accès à une piscine. Les formations au sein de l'Alliance Citoyenne sont désormais basées non sur un outillage à acquérir mais sur une grille des 16 situations typiques de la citoyenneté active à maîtriser.



Bizi, militants écologistes basques avec lesquels a été imaginé l'approche des écosyndicats. Organiser les usagers des transports en communs, les riverains des usines polluantes ancrent le combat écologiste dans des communautés concrètes et d'amener de nouvelles personnes à s'engager.



l'Oiseau Bleu

L'oiseau Bleu est une association gestionnaire de centres d'hébergement pour les sans-abri. Deux professionnels Nicolas « Apache » Lepers et Maxime Linossier ont été formés pendant 8 mois au métier d'organisateur et ont construit des groupes pour faire changer les abus vécus dans les hébergements.

Un nouvel outil : la vidéoformation. La chercheuse colombienne Juana Sarmiento a construit des vidéoformations en s'appuyant sur des films des personnes en activité puis des séances d'évaluation avec les leaders et organisateurs ayant participé.



21 FORMATIONS ONT RÉUNI 191 PERSONNES



16 SITUATIONS TYPIQUES DE LA CITOYENNETÉ



DES ALLIANCES CITOYENNES EN TUNISIE ET AU CAMEROUN



Accompagnement du développement de l'Alliance Citoyenne de Tunis

El Comita a été lancé en 2018 après une première série de formations données par Elies Ben Azib, à des jeunes militantes tunisiennes. Les habitant.es de Sidi Hassine, Mnhla et Zarhouni se mobilisent contre les chiens errants, pour améliorer le service de ramassage des déchets ou pour des espaces de loisirs.

A Douala : Combattre les inégalités de l'eau, démocratiser la gestion d'un bien commun

L'opacité de la gestion du service public, les retards pris par les travaux, les coupures intempestives amènent les habitants de plusieurs métropoles africaines à se mobiliser pour revendiquer de la transparence et la prise en compte de leurs demandes. A Douala et Nairobi, les familles membres des alliances citoyennes souhaitent par leur mobilisation démocratiser la gestion de l'eau pour en garantir l'égalité d'accès.



Le Séminaire ACORN International

Un séminaire international est organisé les 20 et 21 juillet 2019 par l'Alliance Citoyenne en Haute Loire avec des community organizers américains, canadiens, anglais, écossais et allemands membres de la fédération ACORN International.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES PARTENAIRES





LES PARTENAIRES

L'ALLIANCE CITOYENNE EST MEMBRE



LES PARTENAIRES FINANCIERS



LES PARTENAIRES ASSOCIATIFS





5-7 rue Georges Jacquet
38000 GRENOBLE

contact@alliancecitoyenne.org

www.alliancecitoyenne.org



AllianceCitoyenne38
Acaubervilliers
AllianceCitoyenneLyon



@alliancecitoyen



Alliance_Citoyenne_